

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2022

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune. Elle sera disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2022. Il respecte les principes budgétaires : sincérité, annualité, unité, équilibre et antériorité.

Le budget primitif doit obligatoirement être équilibré en fonctionnement et investissement et doit dégager les ressources suffisantes de son fonctionnement pour assurer en priorité le remboursement de sa dette et financer ses investissements (c'est l'autofinancement).

La commune ne peut pas, contrairement à l'Etat, emprunter pour financer ses dépenses de fonctionnement.

L'emprunt est une ressource destinée uniquement à financer ses dépenses d'investissement.

Toutes les communes doivent faire face à une diminution drastique des dotations versées par l'Etat. Ces dotations sont pourtant essentielles et permettent le financement de ses services publics.

Le budget 2022 a été voté le 05 avril 2022 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental, de la Région et de l'Etat chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, garderie, location de salles, cimetière...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2022 représentent 1 463 125.00 € auxquelles s'ajoute 200 000.00 € d'excédent de l'année passée.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 27.79 % des dépenses de fonctionnement de la commune, en baisse par rapport à l'an passé.

Les dépenses de fonctionnement 2022 représentent 1 663 125.00 €.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution. Notre commune bénéficie toutefois ces dernières années du maintien de ce montant grâce notamment à l'évolution de sa population (DGF 2014 : 185 341 € - DGF 2015 : 169 249 € - DGF 2016 : 150 694 € - DGF 2017 : 131 150 € - DGF 2018 : 131 071 € - DGF 2019 : 131 939 € - DGF 2020 : 135 501 € - DGF 2021 : 137 960 €).

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

- les impôts locaux (montant total 2021 : 633 703 € et prévision 2022 : 624 000 €)
- les dotations versées par l'Etat
- les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (en 2014 : 78 132.03 € - en 2015 : 88 842.63 € - en 2016 : 95 888.19 € - en 2017 : 98 519.55 € - en 2018 : 103 594.20 € - en 2019 : 97 727.65 € - en 2020 : 58 133.44 € dû à la fermeture de la cantine pour COVID 19 – 2021 : 78 135.50 €).

b) Les principales dépenses et recettes prévues de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	289 900.00 €	Excédent brut reporté	200 000.00 €
Dépenses de personnel	462 200.00 €	Recettes des services	76 750.00 €
Autres dépenses de gestion courante	216 005.00 €	Impôts et taxes	700 200.00 €
Dépenses financières	25 000.00 €	Dotations et participations	517 773.00 €
Dépenses exceptionnelles	1 000.00 €	Autres recettes de gestion courante	32 000.00 €
Autres dépenses	90 149.00 €	Recettes exceptionnelles	136 400.00 €
Dépenses imprévues	25 000.00 €	Recettes financières	2.00 €
<i>Total dépenses réelles</i>	<i>1 109 254.00 €</i>	Autres recettes	- €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	33 895.96 €	<i>Total recettes réelles</i>	<i>1 663 125.00 €</i>
Virement à la section d'investissement	519 975.04 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	- €
Total général	1 663 125.00 €	Total général	1 663 125.00 €

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2022 sont les mêmes que les taux 2021. La suppression de la taxe d'habitation est compensée par une modification de la taxe sur le foncier bâti. Le taux du Département vient s'ajouter au taux communal. Ce nouveau taux est en totalité perçu par la commune.

- . Taxe d'habitation suppression compensée par le taux département foncier bâti
- . Taxe foncière sur le bâti 41.63 %
- . Taxe foncière sur le non bâti 49.08 %

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 574 755 €.

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à ... soit une baisse de ... par rapport à l'an passé.

A ce jour les montants des dotations de l'Etat ne sont pas connus.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau commerce communal, à l'aménagement de la voirie...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté	0.00 €	Solde d'investissement reporté	401 748.51 €
Remboursement d'emprunts	180 000.00 €	Virement de la section de fonctionnement	519 975.04 €
Travaux de bâtiments	957 283.00 €	FCTVA	140 000.00 €
Travaux de voirie	606 000.00 €	Excédent de fonctionnement	508 291.26 €
Autres travaux	€	Taxe aménagement	60 000.00 €
Autres dépenses	779 965.38 €	Subventions	539 337.61 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	€	Emprunt	350 000.00 €
Dépenses imprévues	30 000.00 €	Produits (écritures d'ordre entre section)	33 895.96 €
Opérations patrimoniales	180 000.00 €	Opérations patrimoniales	180 000.00 €
Total général	2 733 248.38 €	Total général	2 733 248.38 €

Détail de l'investissement par opération :

N° d'opération	Définition des opérations	2022
	Acquisitions terrains nus	100 000.00 €
	Acquisitions terrains bâtis	280 000.00 €
	Matériel et outillage incendie	3 000.00 €
	Immeuble de rapport	300 000.00 €
	Matériel et outillage de voirie	20 000.00 €
	Matériel de bureau et informatique	5 000.00 €
	Mobilier	26 965.38 €
	Autres	45 000.00 €
	Construction	20 000.00 €
	Voirie hors opération	36 000.00 €
76	Pôle commercial de proximité	802 283.00 €
77	Aménagements « rue de la Sablière »	40 000.00 €
81	Ateliers municipaux	110 000.00 €
82	Salle socio-culturelle	20 000.00 €
83	Ecole cantine	5 000.00 €
84	Aménagement Charbon Blanc	15 000.00 €
85	Aménagement Tamaris	85 000.00 €
86	Voirie	130 000.00 €
87	Aménagement zone 1AUL	300 000.00 €

c) Les principaux projets de l'année 2022 sont les suivants :

- aménagements du « pôle commercial de proximité »
- études sur l'aménagement « des ateliers communaux »
- acquisitions foncières
- busage pour création de chemins piétonniers

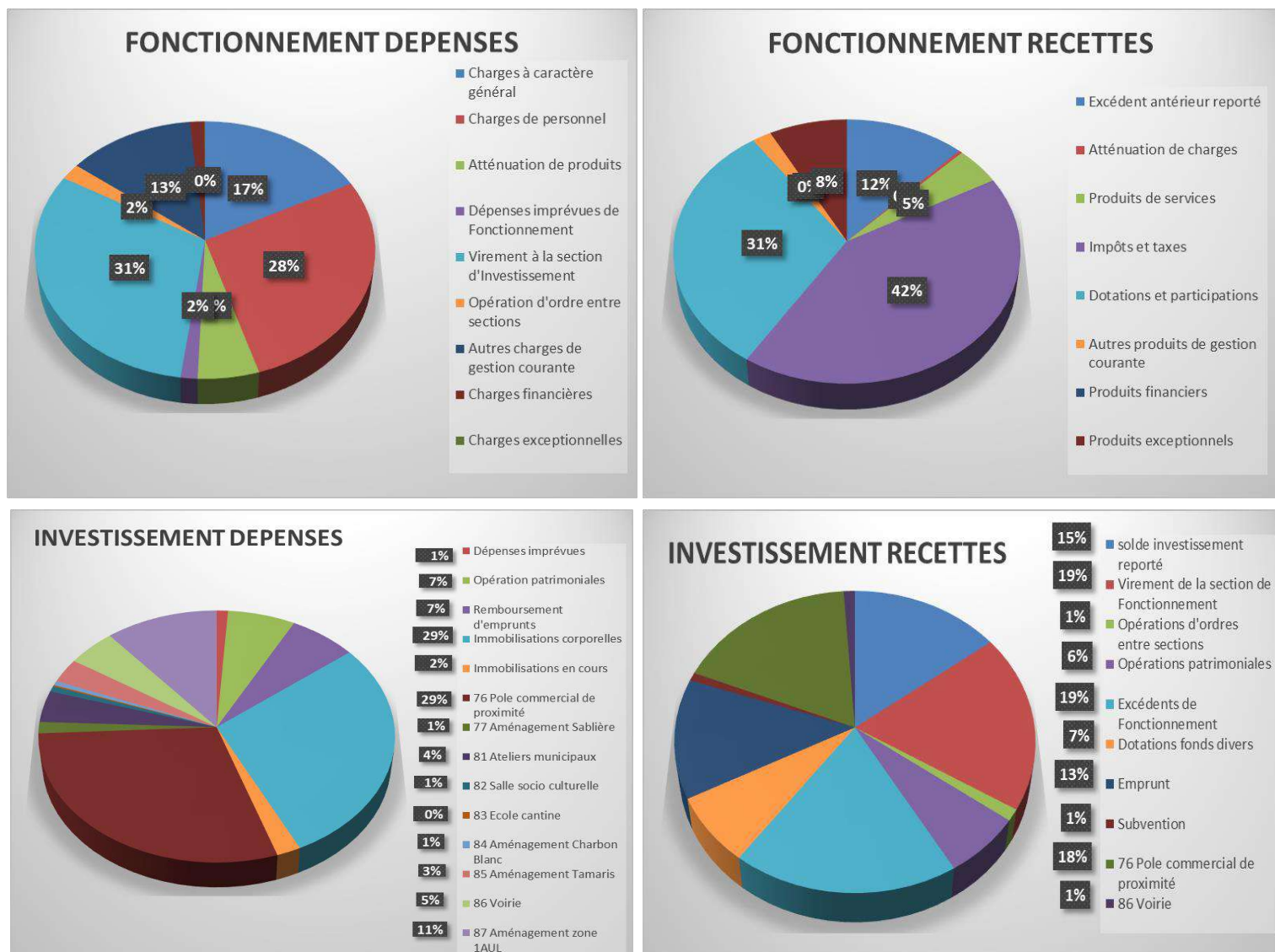
...

d) Les subventions d'investissements prévues :

- Département : 125 000 € (pôle commercial de proximité)
- Région : 125 000 € (pôle commercial de proximité)
- Etat : 208 000 € (pôle commercial de proximité)
- Communauté de Communes : 90 000 € (pôle commercial de proximité)

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement :



b) Principaux ratios

Dépenses réelles de fonctionnement / population = 589.09 €

Produit des impositions directes/population = 331.39 €

Recettes réelles de fonctionnement / population = 777.02 €

Dépenses d'équipement brut/population = 1 244.42 €

DGF/population = 268.72 €

c) Etat de la dette

Remboursement de 180 000 € de capital et de 25 000 € d'intérêts prévus en 2022.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Saint Urbain le 26 avril 2022

Le Maire,
BUTON Didier
Annexe



Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;
 - 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;
 - 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;
 - 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :
 - a) détient une part du capital ;
 - b) a garanti un emprunt ;
 - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.
- La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;
- 5° Supprimé ;
 - 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;
 - 7° De la liste des délégataires de service public ;
 - 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;
 - 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L 1414-1 ;
 - 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire. Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.